

**Salaire minimum légal**  
**Conditions de travail**  
**dans les crèches**  
**Droit de vote des**  
**étrangers·ères**



## **EN LUTTE POUR NOS DROITS**

Suite à l'adoption par la droite patronale des Chambres fédérales de la motion Ettlín, le Conseil fédéral a ouvert une consultation pour mettre en œuvre ce projet avec un délai de réponse au... 1<sup>er</sup> mai ! C'est donc dans la rue que nous descendrons pour défendre le salaire minimum légal menacé par cette motion.

Le 1<sup>er</sup> mai 2024, nous serons par ailleurs à quelques semaines de votations cruciales pour les travailleuses·euses à Genève : le référendum contre la sous-enchère dans les crèches et l'initiative pour l'extension des droits politiques des étrangers·ères. Parce que la lutte pour nos droits passe aussi par les urnes, nous serons également dans la rue pour le rappeler.

## **Stop au massacre et à l'apartheid à Gaza** **TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS** **EN SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE**

Depuis plusieurs mois, la population de Gaza est pilonnée par l'armée israélienne, les hôpitaux sont dévastés et la population affamée par le blocage de l'aide humanitaire, au mépris du droit international et des avertissements lancés par la Cour pénale internationale, qui craint l'accomplissement d'un véritable génocide.

Parce que le 1<sup>er</sup> mai est aussi l'expression de la solidarité des travailleuses et des travailleurs avec tous·tes les opprimé·es, nous serons dans la rue pour réclamer un cessez-le-feu immédiat et la fin du régime d'apartheid imposé par l'État d'Israël sur la population palestinienne.

# **Pas touche au salaire minimum légal !**

En décembre 2022, la droite patronale des Chambres fédérales a adopté la motion du « centriste » obwaldien Erich Ettlin, qui demande de faire primer les conventions collectives de travail étendues sur les salaires minimaux légaux cantonaux.

Le Conseil fédéral a donc ouvert une consultation sur un projet de loi pour mettre en œuvre cette motion, qui signifierait des réductions de salaires de CHF

400.- à CHF 1000.- selon les secteurs (hôtellerie-restauration, nettoyage, coiffure, etc.).

Le 1<sup>er</sup> mai 2024, faisons entendre toutes et tous ensemble notre réponse au Conseil fédéral et à la droite patronale : **NON** à la motion Ettlin ! **NON** au démantèlement du salaire minimum légal genevois ! **Pas touche** au salaire minimum conquis de haute lutte et démocratiquement par la population genevoise !

## **NON à la sous-enchère dans les crèches !**

Au Grand Conseil genevois également, la droite patronale est à l'offensive contre la protection des salaires. En juin dernier, elle s'en est prise à celui du personnel des crèches, en supprimant de la loi l'obligation des employeurs de respecter les usages du secteur.

Prétendant fallacieusement favoriser ainsi l'ouverture de nouvelles places en crèches, la droite s'en prend en réalité à un personnel majoritairement féminin et a déroulé le tapis rouge aux employeurs qui préfèrent s'affranchir des règles pour augmenter leurs profits. À qui le tour après les crèches ? Les syndicats, les partis de gauche et diverses associations ont lancé un référendum.

Le 1<sup>er</sup> mai 2024, mobilisons-nous pour défendre nos droits et appeler la population à voter **NON** le 9 juin prochain contre ce projet antisocial.

## **OUI au renforcement de la démocratie !**

Initiative sur le salaire minimum légal en 2020, référendum contre la sous-enchère dans les crèches en 2024 : deux exemples de protection des salaires qui se sont joués ou qui se joueront dans les urnes.

Et pourtant, dans un cas comme dans l'autre, les travailleuses et les travailleurs

immigré-es, pourtant concerné-es, n'ont pas leur mot à dire.

Le 9 juin prochain, nous aurons l'occasion de corriger cette injustice. Descendons dans la rue le 1<sup>er</sup> mai pour appeler à voter **OUI** à l'initiative pour l'extension des droits politiques des étrangers-ères !

# Solidarité avec la population palestinienne

L'horreur du génocide à Gaza n'a plus de fin, tandis que les opérations de répression par l'armée israélienne et les colons en Cisjordanie occupée se poursuivent.

Face à un tel massacre que rien ne saurait justifier, nous toutes et tous, travailleuses et travailleurs en Suisse, apportons une réponse ferme et solidaire : cessez-le-feu immédiat et levée du siège à Gaza ; stop au régime d'apartheid imposé par l'État d'Israël !

## **Notre travail ne servira pas leur guerre**

Ce génocide est armé, financé et rendu possible par les États-Unis et les puissances coloniales européennes. Nous, travailleuses et travailleurs de tous les secteurs, refusons que notre labeur soit mis au profit de cette guerre. Nous, contribuables en Suisse, refusons que du matériel produit en Suisse soit revendu à l'État d'Israël ou des drones israéliens achetés avec notre argent.

Nous apportons aussi notre soutien aux travailleuses et travailleurs en Cisjordanie, notamment dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, que le blocus israélien affecte et qui font quotidiennement l'objet de l'arbitraire et de la violence coloniale.

## **Droit humanitaire et protection des services publics**

Nous dénonçons la destruction délibérée d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, d'infrastructures pour la distribution d'eau et de tant d'autres structures indispensables à la vie à Gaza. Nous dénonçons le blocage de l'accès à Gaza aux journalistes étrangers·ères et le massacre de celles et ceux qui sont sur place : déjà plus de 103 journalistes tué·es par des frappes israéliennes.

Nous, travailleuses et travailleurs solidaires avec la population palestinienne, dénonçons le blocage par l'État d'Israël de l'entrée de nourriture, d'eau, de carburant et de fournitures médicales vitales à 2,3 millions de Palestiniens·nes dans la bande de Gaza occupée et assiégée, entraînant la famine et la propagation de maladies.

## **La Suisse est complice**

La Suisse est complice dans cette entrave au droit humanitaire le plus légitime. Nous demandons que la Suisse réclame, avec d'autres pays, un arrêt des massacres immédiat et des sanctions légales à l'encontre d'Israël, y compris un embargo militaire complet. La Suisse doit également rétablir et renforcer son soutien à l'UNRWA.

## **STOP au racket des assurances maladie**

Alors que les primes maladie continuent d'exploser de manière incontrôlée, de plus en plus de gens sont plongé·e·s dans la précarité ou doivent renoncer aux soins.

Votons OUI au plafonnement des primes le 9 juin prochain, et mobilisons-nous pour la création d'une caisse unique, publique et solidaire.

# 1<sup>er</sup> mai 2024

**PROGRAMME**

## **Rassemblement au Monument des brigadistes 11h, rue Dancet**

Prises de paroles : Jeunesse socialiste genevoise, Centre démocratique kurde, ASOP

## **Rejoins à 13h ton tronçon préféré au **Cortège qui partira à 13h30** (Blvd James-Fazy)**

## **Et pour un moment convivial, retrouve-nous à la **Fête des travailleurs·euses aux Bastions, de 16h à 20h.****

Prises de paroles : CGAS, BDS, Avivo



# 1<sup>er</sup> Mai

Comité d'organisation des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai  
p.a. Secrétariat CGAS, Rue des Terreaux-du-Temple 5, CH-1201 Genève  
cop 17-753619-5 - IBAN CH24 0900 0000 1775 3619 5 - info@cgas.ch

**Comité genevois d'organisation du 1<sup>er</sup> mai :** Communauté genevoise d'action syndicale, SIT, Unia, SSP, syndicom, Syna, Parti socialiste genevois, Jeunesse socialiste genevoise, Les Vert-e-s genevois-es, solidaritéS, Parti du travail – Ensemble à gauche, Liste d'union populaire, Avivo, CSSR, BDS, CUP, ASOP, Centre démocratique kurde, Collectif genevois pour la grève féministe